

IMPACT DU COVID-19

MARS - AVRIL - MAI 2020 UN TRIMESTRE DE CRISE SANITAIRE

INTRODUCTION / CONTEXTE

La crise sanitaire impacte fortement l'éducation à la nature, à l'environnement et au développement durable (EEDD) en Occitanie. Le confinement a mené à un arrêt brutal des interventions directes auprès des publics, qu'ils soient jeunes ou adultes. Le déconfinement et la reprise progressive des activités amènent un ensemble d'enjeux complexes pour les gestionnaires associatifs.

Afin de mieux comprendre et d'objectiver les difficultés rencontrées sur le terrain, le GRAINE Occitanie et les réseaux départementaux d'EEDD (Gée Aude, CPIE du Gard, COOPERE 34, CPIE de Lozère, Tram'66) ont lancé **un questionnaire mensuel** portant sur l'impact de la crise, s'adressant à l'ensemble des associations adhérentes en région.

Ces données nous permettent de construire, en réseau et avec nos partenaires publics, les mesures les plus adaptées pour accompagner le tissu associatif.

Ce document **synthétise les résultats du mois de mai** et met en évidence **les premières évolutions depuis mars**, toutefois c'est la continuité du suivi des chiffres dans le temps qui portera ses fruits en termes d'enseignements.

Nos résultats portent sur un panel de :

- 87 associations en mars ;
- 91 associations en avril ;
- 66 associations en mai ;
- dont 47 associations ayant répondu aux trois questionnaires.



Qualification des répondants

3



Impacts du COVID sur l'activité, l'emploi et les finances

4



Perspectives des associations / Expression libre

9

LES RÉPONDANTS



GRAINE ET RÉSEAUX DÉPARTEMENTAUX EEDD

314

adhérents

96

organismes publics,
entreprises, autres

218

associations

Questionnaire Impact COVID en mars / avril / mai 2020

13 DÉPARTEMENTS

Couverture géographique cohérente
avec celle des adhérents

30%

de taux de réponses
au questionnaire de mai
244 réponses sur les trois
mois, soit **112** associations
différentes -
51% des adhérents

95% ASSOCIATIONS EMPLOYEUSES
5% ASSOCIATIONS BÉNÉVOLES

106 associations
employeuses

6 associations
bénévoles

TOUTES TAILLES

De 0 à 71 ETP en 2019
La médiane : 2,5 ETP

De 500€
à 5 200 000€
de budget en 2019
La médiane : 122 977€

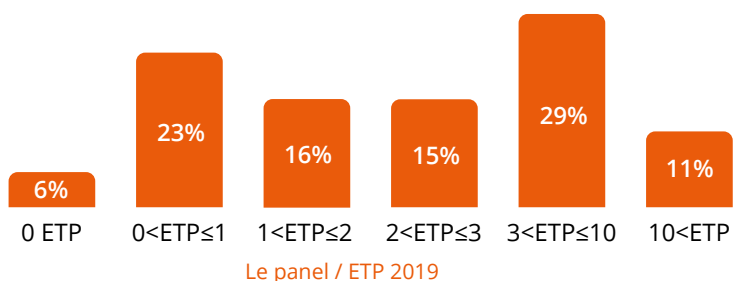
QUALIFICATION DES RÉPONDANTS

87 associations adhérentes au GRAINE et/ou aux réseaux départementaux ont répondu à ce questionnaire pour mars, 91 pour avril et 67 pour mai. Ces associations sont très hétérogènes dans leur champ d'action, leur modèle économique ou leur taux d'emploi. Elles ont en commun d'œuvrer, en tout ou partie, dans le domaine de l'EEDD en Occitanie.

Sur les trois mois, nous comptons **244 réponses issues de 112 associations différentes**, soit **51% des associations adhérentes aux réseaux EEDD Occitanie**. 47 associations ont répondu aux trois questionnaires mensuels.

Le panel des répondants correspond de manière satisfaisante à la répartition géographique des associations adhérentes en région. Les treize départements y sont représentés.

On constate une baisse d'environ un tiers des répondants sur le mois de mai, probablement liée à un essoufflement de la part des associations ainsi qu'à la reprise des activités dès mi-mai.



Les différentes associations composant les trois panels mensuels regroupant un nombre progressivement moins important de salariés, il peut y avoir un léger biais dans le comparatif des impacts du COVID sur l'emploi.

LE PANEL EN TERMES FINANCIERS

Budget consolidé	34 141 266 €
Budget moyen	344 861 €
La médiane	122 977 €
Le minimum	500 €
Le maximum	5 200 000 €

Volume budgétaire 2019 pour 99 associations

LE PANEL EN TERMES D'EMPLOI

Volume d'ETP 2019	Mars, avril et mai (105 associations)	Mars (87 associations)	Avril (87 associations)	Mai (62 associations)
ETP consolidé	576	517	377	259
ETP moyen	5,5	6	4	4
La médiane	2,5	3	2	2,62
Le minimum	0	0	0	0
Le maximum	71	71	40	31

Volume d'ETP 2019 pour 87 associations

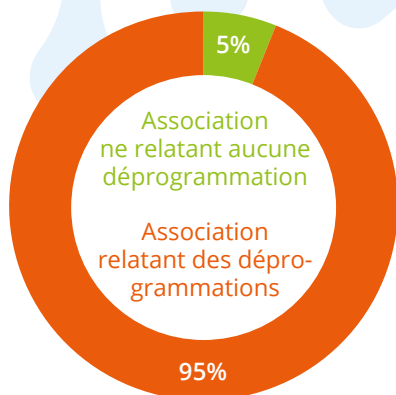


IMPACTS DU COVID SUR L'ACTIVITÉ, L'EMPLOI ET LES FINANCES

L'ACTIVITÉ

■ Général

IMPACT SUR LES JOURNÉES D'INTERVENTION DANS LES 2,5 MOIS SUIVANT LE CONFINEMENT



95% des répondants à cette question ont **déprogrammé** de l'activité initialement prévue sur cette période.

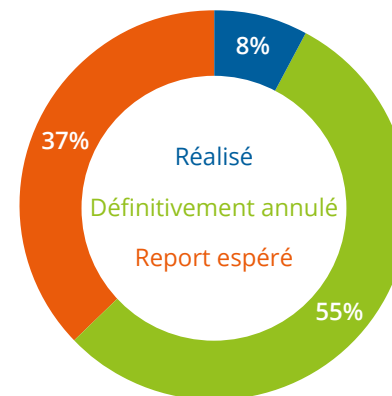
Entre le 17 mars et le 30 mai, le volume global des annulations définitives pour 222 associations est de 3 511 jours, pour une **moyenne de 16 jours** déprogrammés par association. Il est important de noter que pour avril et mai, ces **chiffres sont sous-estimés**, car calibrés au regard d'une « programmation » déjà impactée par la crise sanitaire en cours.

Pour connaître l'ampleur de la réduction des interventions par rapport à une année habituelle, il aurait fallu en réalité comparer les jours effectués en 2020 par rapport à 2019.



■ Focus sur avril / mai

JOURNÉES D'INTERVENTION EN AVRIL / MAI

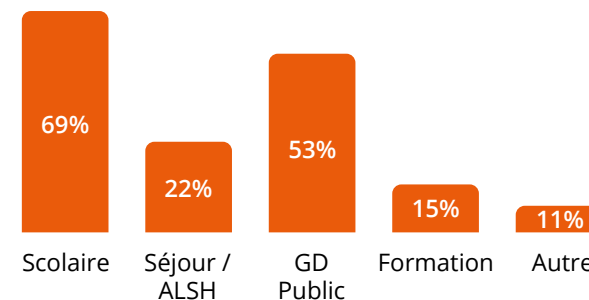


55% des interventions prévues sur les mois d'avril et mai ont été définitivement annulées, soit 1 578 journées. On peut considérer que cela se matérialisera par de la perte financière nette.

De nouveau, les associations estiment que ce chiffre est sous-estimé car calibré au regard d'une « programmation » déjà en recul par rapport à 2019.

Les répondants estiment que 37 % des interventions prévues pourront éventuellement être reprogrammées dans les mois à venir, ce qui n'a rien de certain.

Sur ces deux mois, 69 % des associations ont annulé des interventions en milieu scolaire et 53 % auprès du grand public. Nous ne connaissons pas, dans le détail, le volume de jours annulés par type d'activité.



Le % d'associations déclarant des annulations selon les types d'interventions en avril / mai

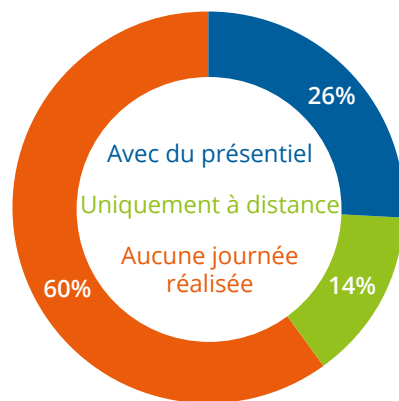
■ Focus sur mai

En avril, seulement 12 % des répondants ont pu réaliser des interventions éducatives. Ce chiffre remonte à 40 % sur le mois de mai.

Cette reprise partielle se différencie selon les types d'activités : certaines activités ont pu reprendre dès la fin du confinement, le 12 mai, mais les séjours, par exemple, sont restés fermés jusqu'au 22 juin.

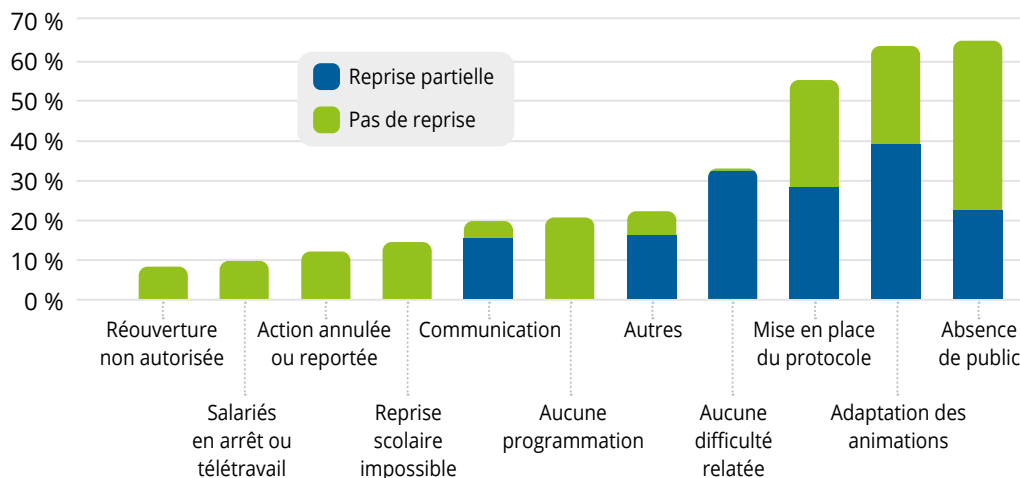
L'ensemble des activités a été soumis à un protocole sanitaire relativement strict en période de déconfinement. L'illustration (ci-dessous) explicite les difficultés rencontrées par les associations pour la reprise des activités, qu'elles aient réussi ou non. La mise en place du protocole, l'adaptation des animations et l'absence de publics constituaient clairement les trois freins les plus aigus.

INTERVENTIONS EN MAI



% d'associations par rapport à leurs interventions en mai

DIFFICULTÉS DES ASSOCIATIONS PAR RAPPORT À LA REPRISSE PARTIELLE DE L'ACTIVITÉ



L'EMPLOI

■ Rappel

En ce qui concerne l'emploi et la crise sanitaire, nous distinguons ici 4 types de leviers sur lesquels les associations pouvaient s'appuyer en mars/avril :

- le dispositif d'activité partielle, permettant à l'employeur de réduire temporairement la durée de travail de ses salariés tout en étant partiellement indemnisé par l'État ;
- le dispositif FNE-Formation, permettant de renforcer le développement des compétences des équipes pendant la période de baisse d'activité ;
- le dispositif d'arrêt de travail auprès de la CPAM, soit pour les personnes vulnérables, soit pour la garde d'enfants de - 16ans, soit pour congé maladie etc. ;
- la prise de congés / récupérations non prévus initialement.

À partir du 1^{er} mai, les salariés en arrêt de travail pour motifs de garde d'enfants ou de vulnérabilité ont été basculés sur le dispositif d'activité partielle.

■ Mobilisation des dispositifs

À la fin mai 2020 :

- 88 % des associations avaient actionné au moins un de ces quatre leviers depuis le début de la crise,
- 32 % avaient actionné plusieurs de ces leviers en simultanément,
- 78 % des associations avaient mobilisé le dispositif d'activité partielle.

La mobilisation de la CPAM est tombée à 8 % en mai, par rapport à 48 % en mars.

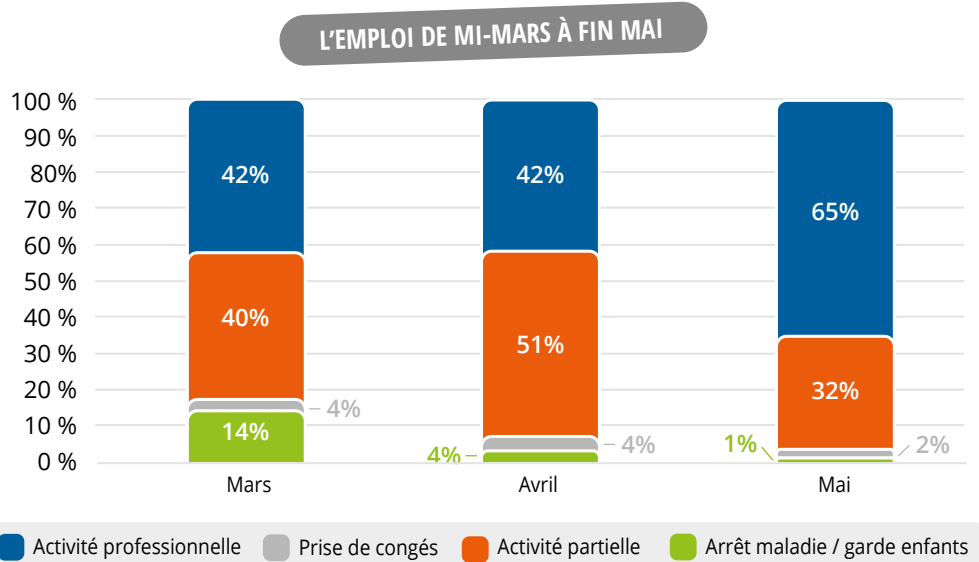
■ L'impact sur l'emploi du 17 mars au 30 mai 2020

La chute de l'activité et les problématiques de garde d'enfants ont mené à une contraction temporaire de l'emploi à hauteur de 58 % pour les associations du réseau, de la seconde quinzaine de mars jusqu'à fin avril. Cette contraction n'est plus que de 35 % au mois de mai.

L'activité partielle chute de 51% en avril à 32 % en mai. Cette évolution peut se mettre en lien avec la reprise très progressive de l'activité décrite dans la section précédente. Le confinement a été levé le 11 mai, avec une réouverture partielle des écoles, qui a pu contribuer à une meilleure organisation familiale et du travail à distance.



Néanmoins, sur deux mois et demi, la baisse globale de l'activité représente en **moyenne 43,5 jours salariés par association soit 2 ETP par association.**



POINT SUR LES ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS (ACM)

La crise sanitaire a fortement impacté l'ensemble du tissu associatif de l'EEDD, comme le décrit cette plaquette. Les difficultés étaient particulièrement prégnantes pour les associations portant des ACM, au vu des complexités liées à tout rassemblement de mineurs en lieux clos ou extérieurs. C'est pourquoi nous avons souhaité porter un regard particulier sur les enjeux liés à ces activités, en perspective estivale.

■ Le panel

Parmi les 66 associations ayant renseigné ce questionnaire en juin :

- 7 associations déclaraient porter des ACM avec hébergement ;
- 5 sans hébergement ;
- 2 avec et sans hébergement.



Soit un total de 14 associations concernées sur les 66 (21 % des répondants). Nos analyses portent sur les réponses de ces 14 associations.

■ Analyses

L'ensemble des associations portant des ACM prévoient en juin **une baisse de plus de 50 % de leur activité du 15 mars au 31 août 2020, comparé à 2019.**

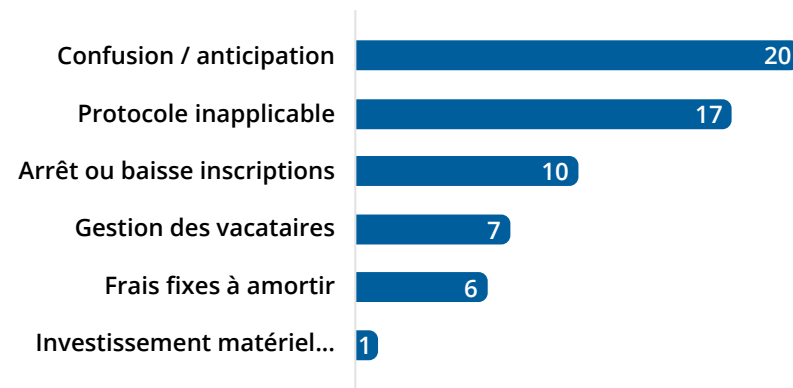
Les associations portant des **ACM avec hébergement** prévoient sur cette période **une baisse de 44 % de l'emploi des vacataires, ainsi que des pertes de chiffres d'affaires brut s'élevant à 550 000 €, soit une moyenne de 61 000 € par association.**

■ Perspectives des associations

LES FREINS

Ci-dessous, les difficultés exprimées par les associations portant des ACM, quant à la gestion de leur activité :

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ACM



On voit que **l'impossibilité d'anticiper**, liée à la **confusion** sanitaire et aux **évolutions successives des normes à respecter**, constituait la première des difficultés, ainsi que le **cadre du protocole que la plupart jugeaient inapplicables** d'un point de vue matériel ou économique. L'impact était bien plus marqué sur les porteurs d'ACM avec hébergement.

LES LEVIERS

Néanmoins les associations citaient aussi plusieurs effets leviers liés à la situation sanitaire, notamment l'opportunité de :

- Faire évoluer l'organisation de l'activité et l'expérimentation de nouvelles modalités pédagogiques.
- Favoriser l'accès à la nature et l'autonomie de groupes de jeunes plus petits.

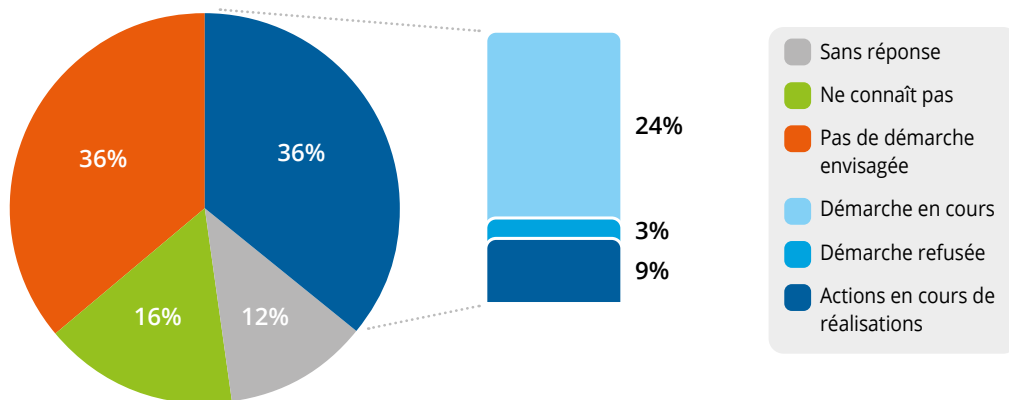
DISPOSITIF 2S2C

Dans le cadre de la reprise progressive des cours dans les écoles et les collèges, le dispositif Sport-Santé-Culture-Civisme (2S2C) a été lancé le 11 mai par l'Éducation nationale. Il a pour objectif d'offrir aux élèves des activités éducatives sur le temps scolaire, pour compléter le travail en classe et / ou à la maison.

Nous avons ainsi sondé les associations en réseau quant à leurs perspectives sur ce dispositif – en juin **88 % des répondants se sentaient concernés par les 2S2C**.

Le graphique ci-dessous expose comment les associations se positionnaient sur le dispositif.

2S2C : POSITIONNEMENT DES ASSOCIATIONS



Perspectives

Au mois de juin, **36 % des associations avaient engagé une démarche ou étaient en cours d'intervention dans un cadre 2S2C**. Néanmoins le dispositif suscitait beaucoup de questionnement et ses contours semblaient encore flous et complexes pour une grande partie des associations, que ce soit en termes pédagogiques, administratifs ou partenariaux. Sa mise en place, peu avant la fin d'une année scolaire très perturbée, a contribué à cette confusion – plus d'un tiers des associations déclaraient un intérêt pour le dispositif s'il était reconduit à la rentrée scolaire.

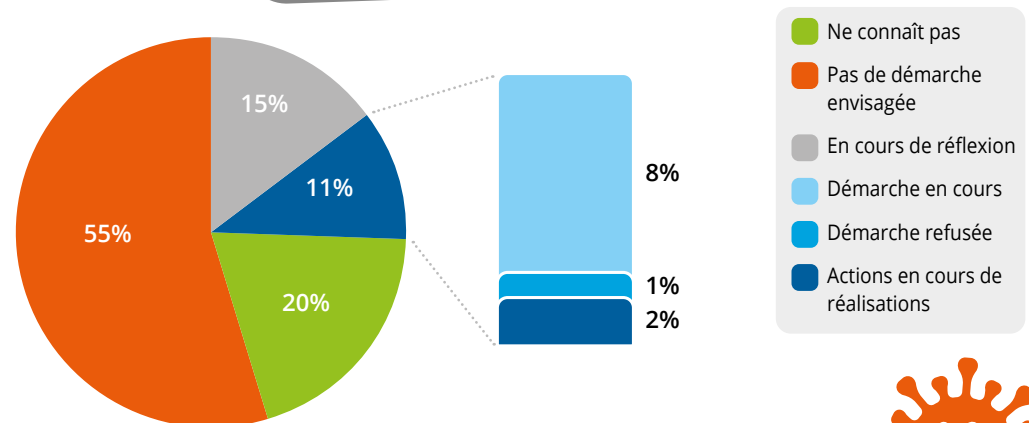
VACANCES APPRENANTES

Le gouvernement a lancé le 8 juin l'opération « Vacances apprenantes ». Son objectif pédagogique est de lutter contre les retards et les risques de décrochement liés au confinement ; son objectif social est de permettre aux enfants de vivre des moments enrichissants pendant l'été. Cette opération est composée de plusieurs dispositifs : école ouverte, école ouverte buissonnière, colonies apprenantes et accueils de loisirs apprenants.

Nous avons ainsi sondé les associations du réseau quant à leurs perspectives sur cette opération – **78 % des répondants se sentaient concernés par les Vacances apprenantes**.

Le graphique ci-dessous expose comment les associations concernées se positionnaient courant juin sur l'opération.

VACANCES APPRENANTES : POSITIONNEMENT DES ASSOCIATIONS CONCERNÉES



LES FINANCES

Pour rappel, plusieurs dispositifs de soutien à la trésorerie, sous forme d'emprunts à faible taux ou d'apports sans droit de reprise, étaient accessibles en avril et mai, dont :

- Prêt bancaire garanti par l'État (PGE) ;
- Prêt Rebond auprès de la BPI / Région ;
- Fonds de solidarité / volet 1 / État ;
- Fonds de solidarité / volet 2 / Région ;
- Fonds de solidarité / volet 2 bis / Région exceptionnel ;
- Fonds de solidarité spécifique aux départements ;
- Dispositif de secours ESS (à partir de mai).

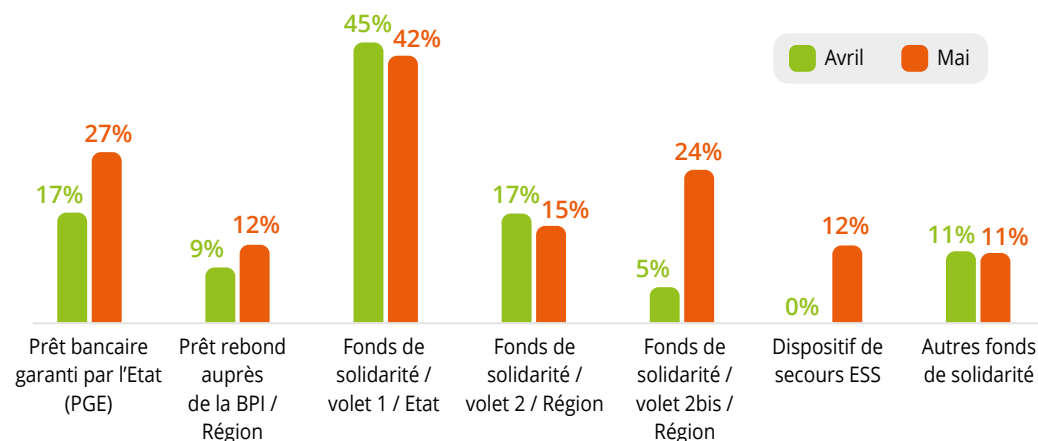
En mai, plus d'un tiers des répondants ne connaissaient pas l'ensemble des dispositifs de soutien.

53 % des associations ont fait une demande sur au moins un de ces dispositifs ; 29 % ont sollicité plusieurs de ces dispositifs en mai.

Le Fonds de solidarité de l'État reste le dispositif le plus mobilisé en mai comme en avril, avec plus de 40 % des répondants engagés dans la démarche. Cette mobilisation concerne également les autres fonds de solidarité ainsi que le Dispositif de secours ESS. Ces dispositifs se matérialisent sous forme de subventions et non de prêts, ce qui semble concourir à l'intérêt des associations.

Néanmoins **l'intérêt des associations pour le Prêt bancaire garanti par l'État (PGE) est également en hausse de 17 % à 27 %.** Globalement, on remarque une mobilisation plus forte des associations vers ces différents outils de soutien à la trésorerie, ce qui peut traduire une tendance des gestionnaires associatifs à travailler leurs perspectives de trésorerie sur le moyen terme.

DISPOSITIFS MOBILISÉS OU EN COURS



*réflexion ou refus inclus

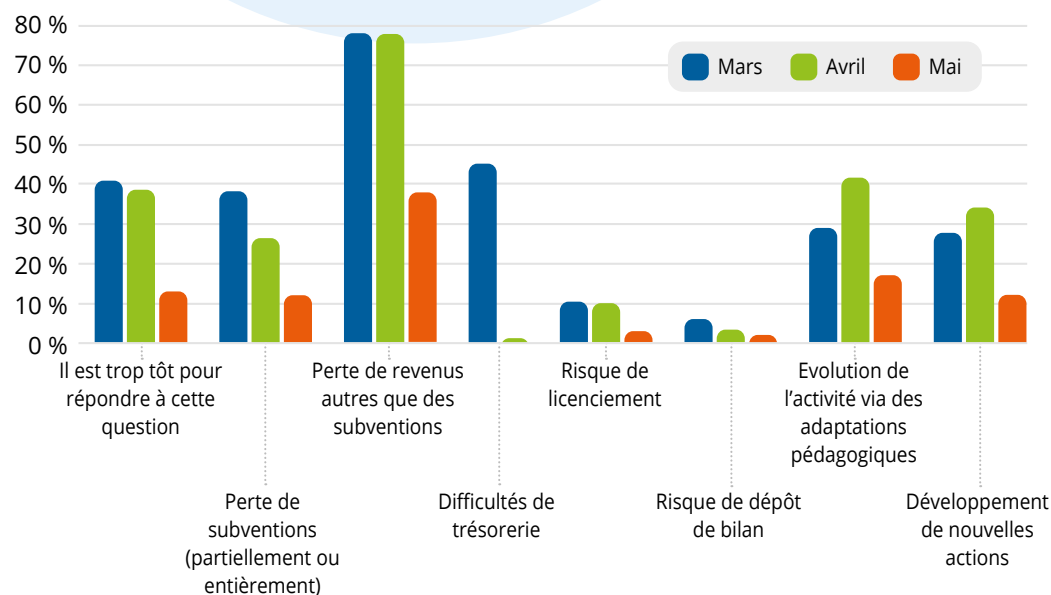


PERSPECTIVES DES ASSOCIATIONS / EXPRESSION LIBRE

ÉVOLUTION DES PERSPECTIVES DE MARS À MAI

Le tableau ci-dessous représente l'évolution entre mars et mai des perspectives des gestionnaires associatifs, concernant l'impact que le COVID-19 pourrait avoir sur leur structure.

PERSPECTIVES DES ASSOCIATIONS



En mars avril, 40 % des gestionnaires estimaient qu'il était trop tôt pour se prononcer. On constate qu'en juin **les incertitudes se lèvent pour 87 % des répondants**. Les craintes s'apaisent également concernant les pertes de revenus : **les associations ne sont plus que 12 % à prévoir une perte de subventions sur 2020 ; néanmoins près de 40 % estiment qu'elles perdront des revenus de prestations**. Les perspectives de licenciement baissent de 10 % à 3 %, et celles des dépôts de bilan de 6 % en mars à 2 % en mai.

À la suite du déconfinement et à la reprise progressive des activités en face à face, il y a moins besoin de faire évoluer le cadre pédagogique des actions menées.

SYNTHÈSE DES EXPRESSIONS LIBRES

Ce questionnaire portait sur le mois de mai, mais il a été renseigné courant juin, avec une vue sur l'été.

■ Reprendre l'activité... avec souplesse et adaptation

Le confinement est ainsi terminé depuis plus d'un mois. Selon la nature de leurs activités, de leur territoire et leurs partenaires, les associations rencontrent des situations très variables. Certaines ont déjà bien relancé leurs interventions, tandis que d'autres n'ont toujours pas pu en reprendre le fil. Les activités scolaires, en particulier, sont très majoritairement à l'arrêt. Quant aux interventions auprès des publics adultes et familiaux, il s'agit d'appréhender les protocoles sanitaires et de les adapter à la réalité du terrain.

■ Sortir de l'urgence

Les quatre mois de crise sanitaire commencent à peser sur les équipes, initialement soudées face à l'adversité ... La fatigue et les inégalités devant les conditions de télétravail et de garde d'enfants créent des tensions.

Il est temps de faire évoluer les solutions adoptées dans l'urgence pour formaliser un cadre de travail plus pérenne, prenant en compte le besoin de repos en vue d'une rentrée probablement intense.

■ Anticiper dans un climat d'incertitude

Les associations portant des ACM sont particulièrement préoccupées à cette période, face à des choix très difficiles sur le maintien ou non des programmations estivales et à la confusion qui règne sur le cadre sanitaire régissant les activités à la rentrée.



L'anticipation de l'automne est un sujet partagé par tous, liée aux fortes complexités des reports à programmer dans un climat d'incertitude sur la durée de la crise sanitaire.

Cette réorganisation est complexifiée par l'incertitude économique. La grande majorité des structures ont maintenant la maîtrise des dispositifs administratifs de soutien aux associations. Mais si la trésorerie immédiate est sécurisée grâce à l'État et aux collectivités, nul ne sait vraiment quelle sera la nature des comptes en fin d'année. Certains contrats courts ne sont pas prolongés, des embauches sont repoussées.

■ Tenir ensemble dans la durée

Nous avons traversé la première période de crise avec solidarité et engagement. Il nous faut maintenant consolider cette dynamique pour tenir dans la durée. Nous le ferons ensemble.

ACTION RÉALISÉE AVEC LE SOUTIEN DE :

